

Le président de l'établissement public territorial PARIS TERRES D'ENVOI,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5219-5 ;
VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-36 et suivants ;
VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R.123-18 ;
VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
VU la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1er janvier 2016, des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale dénommés Etablissements Publics Territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de PLU ;
VU l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre 1^{er} du code de l'urbanisme et le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1^{er} du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme ;
VU le décret n° 2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre, fixant le siège et désignant le comptable public de la Métropole du Grand Paris ;
VU le décret n° 2015-1660 du 11 décembre 2015 relatif à la Métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'Etablissement Public Territorial dont le siège est à Aulnay-sous-Bois ;
VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;
VU le décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes ;
VU la loi n° 2018-148 du 2 mars 2018 ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;
VU la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) ;
VU le Plan Local d'Urbanisme de Tremblay-en-France approuvé par délibération n°11-101 du Conseil municipal le 30 mai 2011 ;
VU la modification n°1 approuvée par délibération n°13-148 du Conseil municipal le 19 septembre 2013 ;
VU la modification simplifiée n°1 approuvée par la délibération n°2014-232 du Conseil municipal le 18 septembre 2014 ;
VU les modifications simplifiées n°2 et n°3 par les délibérations n°2015-137 et n°2015-138 du Conseil municipal le 25 juin 2015 ;
VU la déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLU approuvée par délibération n°118 du Conseil de territoire le 3 octobre 2016 ;
VU la mise en compatibilité à la suite du décret ministériel n°2017-186 du 14 février 2017 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation du tronçon de métro automatique du réseau de transport public du Grand Paris reliant les gares du Bourget RER au Mesnil-Amelot, et correspondant à la ligne 17 Nord ;
VU les modifications simplifiées n°4 et n°5 approuvées par les délibérations n°22 et n°23bis du Conseil de territoire le 20 mars 2017 ;
VU la modification simplifiée n°6, approuvée par délibération n°94 du Conseil de territoire le 3 juillet 2017 ;
VU la modification simplifiée n°7, approuvée par délibération n°13 du Conseil de territoire le 9 avril 2018 ;
VU la modification simplifiée n°8, approuvée par délibération n°10 du Conseil de territoire le 1er mars 2021 ;
VU l'arrêté préfectoral n°2021-0790 du 30 mars 2021 déclarant d'utilité publique le projet de réalisation de la maison d'arrêt de la Seine-Saint-Denis et emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Tremblay-en-France ;
VU la mise à jour n°1 par l'arrêté n°2021-015 du Conseil de Territoire le 28 octobre 2021 ;
VU l'arrêté n°2022-018 du 04 août 2022 de Paris Terres d'Envol portant engagement de la procédure de modification de droit commun n°2 du PLU de Tremblay-en-France ;

VU la décision de la MRAE Ile de France n°DKIF-2022-175 du 27 octobre 2022 portant obligation de réaliser une évaluation environnementale de la modification n° 2 du plan local d'urbanisme de Tremblay-en-France (93) après examen au cas par cas ;
VU la délibération n°15 en date du 13 février 2023 relative aux objectifs poursuivis et à la définition des modalités de concertation de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Tremblay en France ;
VU la délibération n°166 en date du 18 décembre 2023 arrêtant le bilan de la concertation dite « préalable » relative à modification n°2 du PLU de Tremblay-en-France ;
VU la décision n°E22000018/ 93 en date du 26 septembre 2022 du Tribunal Administratif de Montreuil désignant Monsieur Daniel ROME en qualité de commissaire enquêteur ;
VU le dossier soumis à enquête publique.

CONSIDERANT que cette procédure a pour objets :

- De prendre en compte le projet de la grange aux dîmes ;
- D'ajuster le zonage et les règles de la zone Uo afin notamment de permettre l'évolution des secteurs Gilbert Berger et Berlioz ;
- D'ajuster certaines règles de la zone Up afin de protéger davantage le tissu pavillonnaire ;
- De modifier les règles relatives aux réseaux et à la gestion des déchets ;
- D'ajuster les règles relatives aux CINASPIC ;
- De procéder à des ajustements réglementaires mineurs, notamment en zone Uc ;
- De clarifier le lexique du règlement ;
- De mettre à jour les informations relatives aux servitudes archéologiques.

CONSIDERANT que les modifications apportées relèvent de la procédure de modification de droit commun telle que codifiée dans le code de l'urbanisme.

ARRÊTE

ARTICLE 1 Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la ville de Tremblay-en-France du jeudi 25 janvier 2024 à 14h au mercredi 28 février 2024 à 17h inclus, soit une durée de 35 jours consécutifs.

ARTICLE 2 Dans une perspective de renforcement de la traduction réglementaire des objectifs du PADD et de pérenniser l'applicabilité du PLU, le projet de modification de droit commun n°2 du PLU a notamment pour objectifs :

- De prendre en compte le projet de la grange aux dîmes ;
- D'ajuster le zonage et les règles de la zone Uo afin notamment de permettre l'évolution des secteurs Gilbert Berger et Berlioz ;
- D'ajuster certaines règles de la zone Up afin de protéger davantage le tissu pavillonnaire ;
- De modifier les règles relatives aux réseaux et à la gestion des déchets ;
- D'ajuster les règles relatives aux CINASPIC ;
- De procéder à des ajustements réglementaires mineurs, notamment en zone Uc ;
- De clarifier le lexique du règlement ;
- De mettre à jour les informations relatives aux servitudes archéologiques.

ARTICLE 3 Monsieur Daniel ROME a été désigné en qualité de Commissaire enquêteur par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Montreuil.

ARTICLE 4 Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique sera publié, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Cet avis sera également publié, par voie d'affiches, sur les panneaux municipaux de la Ville de Tremblay-en-France, au siège social de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol – Mairie d'Aulnay-sous-Bois, Boulevard de l'Hôtel de ville - 93600 Aulnay-sous-Bois, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci. L'avis sera également mis en ligne sur le site internet <https://www.registre-numerique.fr/modification-2-plu-tremblay-en-france> accessible via un lien depuis les sites internet de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol <https://www.paristerresdenvol.fr> et de la Ville de Tremblay-en-France <https://www.tremblay-en-france.fr/>. Une copie de cet avis sera annexée au dossier d'enquête publique.

ARTICLE 5 Le commissaire enquêteur tiendra des permanences à la Mairie de Tremblay-en-France, 18 boulevard de l'Hôtel de Ville - 93290 Tremblay-en-France, pour recevoir les observations écrites ou orales et répondre aux demandes d'information du public aux dates et heures suivantes :

- Le jeudi 25 janvier 2024 de 14h00 à 17h00.

- Le samedi 03 février 2024 de 9h00 à 12h00.
- Le mercredi 28 février 2024 de 14h00 à 17h00.

ARTICLE 6

Le dossier d'enquête publique et un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public à la Mairie de Tremblay-en-France, 18 boulevard de l'Hôtel de Ville - 93290 Tremblay-en-France pendant toute la durée de l'enquête du jeudi 25 janvier 2024 à 14h au mercredi 28 février 2024 à 17h inclus, aux horaires d'ouverture suivants :

- Du lundi au vendredi, de 08h30 à 12h00 et de 13h00 à 16h30 ;
- Le samedi de 8h30 à 12h00 ;
- Pendant les permanences du commissaire enquêteur.

Le dossier d'enquête publique sera également disponible durant toute la durée de l'enquête publique sur le site internet <https://www.registre-numerique.fr/modification-2-plu-tremblay-en-france>. Le dossier d'enquête publique sera également accessible via un lien depuis les sites internet de la Ville de Tremblay-en-France et de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol aux adresses suivantes : <https://www.tremblay-en-france.fr/> et <https://www.paristerresdenvol.fr>.

Il sera également consultable depuis un poste informatique à la Mairie de Tremblay-en-France, 18 boulevard de l'Hôtel de Ville - 93290 Tremblay-en-France, pendant toute la durée de l'enquête, du jeudi 25 janvier 2024 à 14h au mercredi 28 février 2024 à 17h inclus, aux horaires d'ouverture suivants :

- Du lundi au vendredi, de 08h30 à 12h00 et de 13h00 à 16h30 ;
- Le samedi de 8h30 à 12h00 ;
- Pendant les permanences du commissaire enquêteur.

Pendant toute la durée de l'enquête publique du jeudi 25 janvier 2024 à 14h au mercredi 28 février 2024 à 17h inclus, chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations et propositions sur le projet de modification du PLU :

- Sur le registre d'enquête à la Mairie de Tremblay-en-France, 18 boulevard de l'Hôtel de Ville - 93290 Tremblay-en-France, aux heures d'ouverture mentionnées ci-dessus et pendant les permanences du commissaire enquêteur mentionnées à l'article 5 du présent arrêté ;
- Sur le registre dématérialisé hébergé sur le site internet suivant : <https://www.registre-numerique.fr/modification-2-plu-tremblay-en-france>
- Par voie électronique à l'attention du commissaire enquêteur à l'adresse suivante : modification-2-plu-tremblay-en-france@mail.registre-numerique.fr
- Par courrier postal au commissaire enquêteur à l'adresse suivante :
Mairie de Tremblay-en-France
Monsieur le commissaire enquêteur
Modification n°2 du PLU
Accueil de la division urbanisme
18 boulevard de l'hôtel de ville
93290 Tremblay-en-France

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur seront consultables à la Mairie de Tremblay-en-France, 18 boulevard de l'Hôtel de Ville - 93290 Tremblay-en-France, pendant toute la durée de l'enquête du jeudi 25 janvier 2024 à 14h au mercredi 28 février 2024 à 17h, aux heures d'ouverture mentionnées ci-dessus et pendant les permanences du commissaire enquêteur. Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables durant toute la durée de l'enquête publique, du jeudi 25 janvier 2024 à 14h au mercredi 28 février 2024 à 17h, sur le site internet <https://www.registre-numerique.fr/modification-2-plu-tremblay-en-france> dans les meilleurs délais.

Seules les observations et propositions transmises dans les formes précisées ci-dessus ou lors des échanges avec le commissaire enquêteur pendant ses permanences seront prises en compte.

ARTICLE 7

Des informations peuvent être demandées sur ce dossier auprès de l'autorité compétente responsable du Plan Local d'Urbanisme, Monsieur Bruno BESCHIZZA, Président de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol, par l'intermédiaire de la Mairie de Tremblay-en-France, 18 boulevard de l'Hôtel de Ville - 93290 Tremblay-en-France, aux horaires habituels d'ouverture du service.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique, dès la publication du présent arrêté.

- ARTICLE 8** À l'expiration du délai d'enquête, le mercredi 28 février à 17h00, le registre d'enquête papier sera clos et signé par le commissaire enquêteur. A partir de cette même heure, les observations et propositions émises via le registre dématérialisé et l'adresse mail ne seront plus prises en compte.
- ARTICLE 9** A l'expiration du délai d'enquête, le mercredi 28 février à 17h00, le registre sera transmis sans délai au commissaire enquêteur. Dès réception du registre et des éventuels documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, sous huitaine, le Président de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol ou son représentant en présence du Maire de la Ville, ou son représentant, afin de lui communiquer les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Ce dernier pourra être communiqué par voie électronique. Le Président de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.
- ARTICLE 10** Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur transmettra au Président de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol le dossier de l'enquête accompagné du registre et des pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées. Le rapport comportera le rappel de l'objet du plan, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet, plan ou programme en réponse aux observations du public. Les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront consignées dans un document séparé précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves, ou défavorables au projet.
- Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et ses conclusions motivées à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Montreuil. Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera adressée par le Président de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol, au Maire de Tremblay-en-France et au Préfet de Seine-Saint-Denis.
- ARTICLE 11** Le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur à la Préfecture, au site administratif de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol situé 50 allée des impressionnistes - 93420 Villepinte, à la Mairie de Tremblay-en-France, 18 boulevard de l'Hôtel de Ville - 93290 Tremblay-en-France, aux jours et heures d'ouverture des services, sur le site <https://www.registre-numerique.fr/modification-2-plu-tremblay-en-france> et via un lien depuis le site internet de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol <https://www.paristerresdenvol.fr/> et le site internet de la Ville de Tremblay-en-France <https://www.tremblay-en-france.fr/> pendant un délai d'un an à compter de la clôture de l'enquête publique.
- Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration.
- ARTICLE 12** Au terme de l'enquête publique, l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol pourra décider, s'il y a lieu, d'apporter des rectifications au projet de modification n°2 du PLU de la commune de Tremblay-en-France, pour tenir compte des avis qui auront été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur. Le Conseil de Territoire de Paris Terres d'Envol se prononcera par délibération sur l'approbation de la modification n°2 du PLU de la commune de Tremblay-en-France.
- ARTICLE 13** Ampliation du présent arrêté sera adressée :
- à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis ;
 - à Monsieur le Maire de Tremblay-en-France ;
 - à Monsieur le Commissaire enquêteur ;
 - à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Montreuil.
- ARTICLE 14** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Montreuil dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Aulnay-sous-Bois, le 27 décembre 2023



Bruno BESCHIZZA
Président de Paris Terres d'Envol
Maire d'Aulnay-sous-Bois